



CARSOC - IRSC

**Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo
Institut pour la Reconstruction de la Société Congolaise**

Projet Démocratie, Paix et Reconstruction des Capacités en RDC

Projet d'Appui à la Réingénierie de la Nation Congolaise (2024-2028)

= Programme Permanent d'Appui au Développement de la Société Civile Congolaise (PADSOC) =

CONSTRUIRE UNE PAIX DURABLE À L'EST DE LA R.D. CONGO

Esquisse d'un plan de paix post-conflit actuel (2021 – ...)

**Synthèse pour initier le débat au sein des sociétés civiles et politiques
de la RDC, du Rwanda et du Burundi.**

= Janvier 2025 =

CONTENU

1. Introduction	3
2. Aperçu des causes des guerres à l'Est de la RDC	5
3. Aperçu des solutions proposées/appliquées	8
4. Les causes profondes des guerres à l'Est de la RDC	8
5. Solution pour une paix durable à l'Est de la RDC	9
6. La mise en œuvre de la solution pour une paix durable à l'Est de la RDC	10
7. Conclusion	12
Présentation de CARSOC, IRSC et « PARNaC »	14

CONTACT:

CARSOC - IRSC

Téléphone : **+1 514 970 8392**

Whatsapp : **+1 514 970 8392 / 243 815 733 053**

Courriel : carsocasbl@yahoo.com irsc.ong@gmail.com

Site : www.changecongodc.org

I. Introduction

Depuis 1996, la succession des guerres partant de l'Est de la RDC se présente comme suit :

- 1996 – 1997 : guerre de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL)
- 1998 – 2002 : guerre du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD);
- 2004 – 2009 : guerre du Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP);
- 2012 – 2013 : guerre du Mouvement du 23 mars (M23);
- 2021 – ... : guerre du Mouvement du 23 mars (M23).

La répétition de ces guerres indique que des solutions qui apportent des moments d'accalmie aux populations du Kivu (Nord et Sud) ne s'attaquent guère à leurs causes profondes. Ces solutions ont toujours concerné essentiellement les acteurs congolais de ces guerres, sans adresser les causes profondes des interventions successives du Rwanda¹ aux côtés des rebelles. Ces dernières sont souvent réduites au pillage des ressources naturelles de cette région de la RDC. Au contraire, bien que réel, ce pillage n'en serait que la conséquence. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il est permis d'envisager l'éclatement d'un autre conflit dans un futur proche si l'épisode en cours de cette intervention rwandaise aux côtés du M23 se termine prochainement dans les mêmes conditions que les précédentes.

Ces guerres successives ont déjà créé les conditions d'une instabilité durable dans la région des Grands-Lacs. Car les prochains épisodes de guerre pourraient bien provenir de la RDC, lorsqu'elle en sera capable, non seulement pour venger les nombreuses humiliations subies mais aussi pour tenter d'éradiquer définitivement les sources de ces guerres que les congolais situent directement au Rwanda (les discours des politiciens et les demandes populaires vont désormais dans ce sens en RDC). Cette perspective présage d'un avenir sombre, car elle va imposer à chacune des deux parties de préparer de manière préventive une guerre future. Pire, elle pourrait inciter celle qui en acquiert les capacités en premier à attaquer de manière préventive pour installer ses dispositifs de défense à l'intérieur des frontières de l'autre. Pour l'instant et peut-être pour un moment encore, c'est le Rwanda qui détient cet avantage². Mais il n'est pas dit que la RDC va toujours demeurer un État en faillite.

¹Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo S/2024/969, 27 décembre 2024. <https://docs.un.org/fr/S/2024/969> ; Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2012/843, 15 novembre 2012. <https://docs.un.org/fr/S/2012/843>.

² La supériorité militaire que détient le Rwanda découle du soutien financier massif de la communauté internationale qu'il a obtenu après le génocide 1994. Ce soutien, couplé à l'assistance technique (USA et Grande Bretagne), lui a permis d'organiser son armée et de l'équiper en conséquence. Parallèlement, l'armée congolaise connaissait son déclin suite aux crises multiformes du début des années 1990 jusqu'à son démembrement total après sa défaite face à l'AFDL en 1997. L'armée qui

De ce qui précède, il importe de réfléchir durant l'accalmie qui suivra la guerre actuelle (qui pourrait être obtenue grâce aux mêmes recettes d'avant) à des solutions originales pour générer une paix durable entre la RDC et le Rwanda. Il est aussi possible d'intégrer déjà cette réflexion au processus de résolution de la crise actuelle, dans la mesure où la perspective de ces solutions pourrait élargir l'horizon des parties sur une paix durable et les inciter, si elles s'y prêtent, à promouvoir dès aujourd'hui des attitudes qui faciliteraient leur concrétisation.

Le Burundi est également un acteur dans les guerres successives à l'Est de la RDC, mais de moindre importance que le Rwanda. L'intervention du Burundi crée un triangle de guerre entre les trois pays : jadis agresseur de la RDC par ses acteurs étatiques (aux côtés du Rwanda) ou non étatiques, le Burundi est devenu allié de du gouvernement congolais dans la guerre actuelle tout en étant lui-même en conflit latent avec le Rwanda. Ainsi, la réflexion sur une paix durable à l'Est de la RDC ne peut se faire sans intégrer le Burundi.

Le CARSOC, en partenariat avec l'Institut pour la Reconstruction de la Société Congolaise (IRSC), prend le risque de proposer une solution pour une paix durable à l'Est de la RDC qui change totalement le paradigme concernant la solution aux guerres successives qui s'y déroulent. Cette solution va indubitablement susciter beaucoup de débats. Ces derniers constituent l'objectif de cette initiative, car après cinq épisodes totalisant 15 années de guerre en moins de trois décennies, il est temps d'essayer autre chose que des solutions qui de toute évidence ont montré leurs limites. La présente proposition de solution vise donc, d'abord, à faire émerger des discussions solides et créer des bases de son acceptation (ou rejet) par les sociétés civiles des trois pays concernés. Il est à espérer, ensuite, que ces discussions remontent au niveau de leurs acteurs politiques respectifs pour alimenter leurs agendas politiques qu'ils pourraient, enfin, mettre en œuvre. La promotion de ces discussions au sein de la communauté internationale constitue également un objectif de premier plan.

Ce document-synthèse est structuré comme suit :

1. Aperçu des causes des guerres à l'Est de la RDC;
2. Aperçu des solutions proposées/appliquées;
3. Les causes profondes des guerres à l'Est de la RDC;
4. Solution pour une paix durable à l'Est de la RDC;
5. La mise en œuvre de la solution pour une paix durable à l'Est de la RDC.

II. Aperçu des causes des guerres à l'Est de la RDC

Pour appréhender les causes des guerres à l'Est de la RDC, qui sont par ailleurs les mêmes pour les différentes guerres, il y a lieu de les catégoriser en :

- Causes citées par le Rwanda;
- Causes citées par la RDC;
- Causes citées par des analystes (chercheurs et organismes internationaux).

a. Les causes citées par le Rwanda

Le Rwanda justifie chaque fois ses interventions en RDC par deux raisons officielles : la menace des FDLR³ et la protection de la minorité Tutsi.

L'existence des FDLR au Congo comme une rébellion menaçant le Rwanda est une réalité depuis le génocide de 1994. Toutefois, le niveau de menace qu'il représente a sensiblement diminué grâce aux différentes campagnes menées par le Rwanda sur le sol congolais pour éliminer ses membres durant les différentes rebellions et parfois en collaboration avec le Gouvernement de la RDC. Bien que diminuée, la menace résiduelle ne peut être négligée, surtout que parfois des preuves émergent de leur collaboration avec l'armée congolaise ou d'autres groupes armés présents au Kivu.

À cause des réalités ayant entouré l'histoire de leur immigration au Kivu, les membres de la minorité Tutsi au Congo font face à différents types d'insécurité : contestation de leur citoyenneté congolaise, de leur ancrage territorial, de leur pouvoir coutumier; ambiance permanente de suspicion de la part des autres communautés, etc. Malgré ces insécurités, les membres de cette minorité (ainsi que la minorité Hutu) ont néanmoins vécu partout en RDC, protégé par l'État comme tous les autres congolais.

L'insécurité de la minorité Tutsi au Kivu s'est toutefois accrue suite aux rebellions successives, qui ont poussé certaines communautés locales à créer en leur sein des groupes d'auto-défense pour y faire face.

b. Les causes citées par la RDC

Le gouvernement de la RDC et les congolais en général avancent plusieurs causes aux « agressions » du Rwanda :

- Pillage des ressources;
- Prétentions expansionnistes visant à affaiblir l'État et contrôler le pouvoir politique congolais;

³ FDLR : Forces Démocratiques de Libération du Rwanda, un groupe armé créé au Congo par des réfugiés hutu après avoir perpétré le génocide au Rwanda.

- Instrument des multinationales pour piller les ressources;
- Instrument du complot international pour balkaniser le pays;
- Absence des sanctions de la communauté internationale contre le Rwanda;
- Etc.

Le pillage des ressources de la RDC se reflète dans les statistiques des exportations des matières premières par le Rwanda alors qu'il n'en dispose pas sur son sol. Il sied toutefois de préciser que la croissance de ces statistiques rwandaises résulte aussi des actions des congolais eux-mêmes (acteurs étatiques et non-étatiques) ainsi que des sociétés étrangères qui font passer frauduleusement des ressources du Kivu par la frontière rwandaise pour être exportées. Et ceci est une pratique qui a cours en temps de paix comme en temps de guerre, c'est-à-dire que le Kivu soit ou non occupé par des rebelles.

Le soutien du Rwanda aux rébellions successives est interprété comme une tendance expansionniste et une volonté de contrôler le pouvoir politico-militaire à Kinshasa en y plaçant, à travers des négociations de paix, des acteurs qui lui sont favorables. Toutes ces rebellions contribuent en outre à affaiblir l'État congolais en drainant ses maigres ressources dans des guerres. Mais il faut aussi reconnaître que la cause principale de l'affaiblissement de l'État est le fait des élites congolaises elles-mêmes à travers le système de prédation qui détruit toutes les capacités organiques et opérationnelles de l'État à tous les niveaux.

Les multinationales qui pillent les ressources de la RDC passent autant par le Rwanda que par les élites politico-militaires congolaises prisonnières du système de prédation qui domine dans le pays. Ces élites servent ces multinationales en exportant frauduleusement ces ressources aussi bien par le Rwanda que par plusieurs autres voies sous le contrôle de l'État congolais. Une question importante que les congolais devraient par ailleurs se poser est : « qu'est-ce qui rend la RDC moins attrayantes pour que les multinationales soient obligées de se procurer ses matières premières par la fraude (à travers le Rwanda soit-il), avec tous les risques que cela comporte, plutôt que de coopérer directement avec l'État congolais? ».

La balkanisation de la RDC est un risque réel dont les congolais ont largement pris conscience. Il est toutefois difficile de prouver qu'il existe un complot international à cette fin, bien que certains acteurs internationaux (étatiques ou non-étatiques) l'envisageraient. Cette balkanisation pourrait toutefois intervenir sous la forme d'une occupation durable d'une partie du Kivu par le Rwanda (selon le modèle d'Israël en Palestine et au Liban). Elle pourrait aussi être la conséquence tout simplement de l'incapacité persistante de l'État central congolais à étendre son autorité et à prouver son utilité sur l'ensemble de son territoire.

L'absence de sanctions robustes de la communauté internationale (provenant des États individuellement ou des organismes multilatéraux) contre le Rwanda constituerait un facteur permissif de la répétition de ses interventions militaires en RDC. La dynamique de l'absence de sanctions contre le Rwanda depuis la première guerre de 1996 se rapprocherait de celle de

l'attitude protectrice des grandes puissances envers Israël aux caractéristiques similaires : un pays victime du génocide, disposant d'un territoire exigu, sans ressources naturelles et où vit une population très dense. Ces considérations non seulement expliqueraient les hésitations à sanctionner le Rwanda, mais elles pourraient aussi soutenir implicitement la balkanisation de la RDC qui permettrait à ce dernier d'occuper durablement une partie du Kivu.

c. Les causes citées par des analystes

L'instabilité permanente au Kivu ces trois dernières décennies a fait l'objet de différentes études conduites par des universitaires ou des organisations internationales. Ces études⁴ ont identifié des causes complémentaires suivantes des guerres successives dans cette région :

- Les faiblesses de l'État congolais : créent l'incapacité à gérer et sécuriser le territoire et les frontières.
- Les ressources naturelles abondantes : attirent la convoitise des prédateurs nationaux et étrangers qui affaiblissent davantage l'État pour faciliter l'exploitation des richesses et alimentent des rebellions.
- Les conflits locaux : les rebellions armées puisent dans les tensions permanentes entre les populations autochtones et immigrantes du Kivu autour du foncier et de l'autorité coutumière.
- L'histoire de peuplement de la région : les tensions susmentionnées découlent, d'abord, du découpage colonial qui a séparé les populations rwandophones de part et d'autre de la frontière congolo-rwandaise; ensuite de la transplantation massive par le colonisateur belge des populations rwandaises au Kivu dans les années 1930 et 1950 qui a entraîné des décisions administratives pour leur installation contestées à travers le temps par les autochtones.
- La pression démographique au Rwanda : depuis les trente dernières années, d'autres vagues de transplantation des populations rwandaises ont eu lieu dans le Kivu à la faveur de son administration à différents moments de son occupation par des rebelles. Ces vagues d'immigration ont ajouté une autre couche aux tensions intercommunautaires.
- La compétition économique et géopolitique entre pays voisins sur le territoire congolais : chacun veut se positionner et prendre de l'avance sur les autres pour capter les ressources et contrôler le grand marché congolais.
- Etc.

⁴ Il existe plusieurs études, mais elles reviennent pour la plupart sur les mêmes causes. Celles-ci renseignent suffisamment là-dessus :

- Stearns, J. (2013), « Repenser la crise au Kivu : mobilisation armée et logique du gouvernement de transition », *Politique africaine* no 129 – mars 2013, p. 23-48.

- FAO (2023). *République démocratique du Congo. Analyse de conflits dans les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu. Rapport complet*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc7526fr>

- ASSODIP, DIIS & IPIS (2024) « Le M23 « version 2 ». Enjeux, motivations, perceptions et impacts locaux ».

<https://ipisresearch.be/fr/publication/le-m23-version-2-enjeux-motivations-perceptions-et-impacts-locaux/>

Si ces différentes causes contribuent évidemment à alimenter l'instabilité au Kivu, elles n'expliquent pas la permanence des guerres durant ces trente dernières années. Elles offrent néanmoins un éclairage sur les circonstances favorables qui permettent au Rwanda d'intervenir militairement en RDC. Elles ne constituent guère les causes profondes de ces interventions.

III. Aperçu des solutions proposées/appliquées

Les différents épisodes des rébellions en RDC ont toujours fini par des accords de paix entre belligérants (excepté la guerre de 1996-1997 qui s'était terminée par la victoire de la rébellion): accord de Sun-City en 2002, accord du 23 mars 2009, accord de Nairobi en 2013. Les solutions proposées par ces accords successifs étaient construites sur trois piliers :

- L'intégration des rebelles dans les institutions (notamment l'armée);
- La conversion des organisations rebelles en organisations politiques;
- Le désarmement, démobilisation, réinsertion communautaire (DDRC)

Ces trois piliers concernaient essentiellement les acteurs congolais de ces guerres. Les accords ayant impliqué le Rwanda comme acteur de celles-ci ont été, d'une part, l'accord RDC-Rwanda de 2008 (qui a permis la traque des FDLR par l'armée rwandaise sur le sol congolais) et, d'autre part, l'accord cadre d'Addis-Abeba du 24 février 2013 qui édictent certains engagements généraux des parties au conflit et de la communauté internationale.

La résurgence des guerres successives dans le Kivu initiées par les mêmes acteurs constitue un témoignage vibrant de l'échec de ces processus de paix à prendre en compte leurs véritables causes, dont notamment celles liées au Rwanda sans l'appui duquel aucune des cinq rébellions n'aurait connu l'ampleur qu'on en a connu⁵.

IV. Les causes profondes des guerres à l'Est de la RDC

Fort de sa supériorité militaire sur la RDC, de la faillite persistante de l'État congolais et de l'attitude permissive de la communauté internationale, le Rwanda profite stratégiquement de ce contexte favorable pour tenter de résoudre durant les trente dernières années les trois problèmes majeurs auxquels est confronté sa viabilité en tant que pays : l'espace, le manque de richesses naturelles et la pression démographique. Ces trois difficultés existentielles constituent les causes profondes des interventions militaires répétées du Rwanda en RDC en essayant de les résoudre à sa façon depuis qu'il en a acquis les capacités militaires (tel un enfant qui crie sa détresse en créant des dégâts dans la maison). Le pillage des ressources de la RDC, que nombreux citent comme la cause profonde de ces guerres, est réducteur car il n'en est que la conséquence.

⁵ Les interviews de Jason Stearns indiquent que, pour le cas du CNDP par exemple, la défection de Laurent Nkunda de l'armée congolaise pour initier sa rébellion aurait été fortement influencée par Kigali. Stearns, J. (2013), *op.cit.*, p.30. Il est donc difficile de savoir avec certitude qui initie véritablement ces rébellions.

En effet, face aux difficultés et aux opportunités précitées, le Rwanda ne peut n'avoir jamais considéré reproduire en RDC (un pays vaste, très riche avec un État en faillite) le modèle d'Israël de son expansion au Moyen-Orient. Tout État se trouvant dans sa position considérerait cette option stratégique, à la fois pour sa sécurité et son développement. Seulement, cette solution n'apportera la paix ni au Rwanda, ni à la RDC s'il venait à occuper durablement une partie de son territoire. L'exemple d'Israël est là pour le rappeler.

V. Solution pour une paix durable à l'Est de la RDC

Construire une paix durable à l'Est de la RDC impose désormais de considérer les causes profondes ci-dessus qui poussent le Rwanda à répéter ses interventions militaires aux côtés des rebellions. Il devient impossible, vu les souffrances que ces guerres répétitives imposent aux populations, de se payer le luxe de considérer que les limitations imposées à ce pays par le découpage colonial le concernent seul et qu'il n'a qu'à se débrouiller pour s'en sortir. C'est loin d'être une question de charité!

Par ailleurs, le Burundi fait face aux mêmes problèmes de viabilité en tant que pays, mais ne dispose pas de capacités pour les résoudre à la manière du Rwanda. Toutefois, l'activisme des rebelles burundais dans le Sud-Kivu pour piller des ressources congolaises est une manifestation de la même dynamique. Il importe donc d'intégrer aussi ce pays dans la solution projetée d'une paix durable à l'Est de la RDC.

L'Ouganda ne fait pas face aux mêmes difficultés de viabilité en tant que pays comme le Rwanda et le Burundi. Ses interventions dans les guerres à l'Est de la RDC se font autant aux côtés des rebelles qu'aux côtés du gouvernement congolais. Les raisons sécuritaires se combinent au pillage des ressources naturelles. D'autres mécanismes que la solution ci-dessous suffiraient pour une paix durable entre la RDC et l'Ouganda.

Intégrer les problèmes de survie du Rwanda et du Burundi en tant que pays viable dans la recherche d'une paix durable à l'Est de la RDC devrait pouvoir préserver également les intérêts vitaux de cette dernière. Tous les trois pays devraient sortir gagnants dans la durée de cette solution. Cette solution consisterait à instituer un mécanisme d'accès contrôlé par un État efficace aux espaces et richesses des pays respectifs par leurs populations.

Le mécanisme d'accès commun par les populations de la RDC, du Rwanda et du Burundi à leurs espaces et ressources respectifs est leur intégration en un seul État qui permette l'existence d'une seule citoyenneté sur un seul territoire né de la fusion de leurs territoires respectifs. Ce mécanisme est un État fédéral (ou minimalement une confédération) né de l'intégration du Rwanda, du Burundi et des provinces actuelles de la RDC qui deviendraient chacun un État fédéré dans un nouveau pays.

Si cette solution va surtout diminuer la pression sur les deux petits pays en ce qui concerne leur viabilité, la RDC ne perdrait rien en s'agrandissant davantage en termes de populations, richesses

(même marginales) et espaces additionnels tout comme en gagnant en efficacité dans la gouvernance étatique. Une solution efficace au sens de Pareto (comme le disent les économistes).

Le processus de mise en place de ce mécanisme prendra du temps comme cela est de coutume dans les expériences similaires de construction d'un État fédéral par la fusion des sociétés indépendantes à l'exemple des USA, du Canada, ... (bien que pour la RDC il s'agira de la désintégration de l'État unitaire⁶) : il y aura en effet des sociétés civiles et des acteurs politiques à convaincre, des changements constitutionnels et institutionnels à opérer ici et là, ... La durée de ce processus ne constitue guère un problème, car le simple fait que les acteurs concernés s'engagent à le mettre en œuvre devrait apporter l'apaisement nécessaire découlant de la perspective d'une paix durable en bout de ligne.

Il existe une longue histoire et expérience traditionnelles sociologiques et politiques de vie commune entre les populations du Rwanda, du Burundi et du Kivu que la colonisation européenne est venue non seulement interrompre mais surtout perturber. Restituer cette histoire et expérience à ces populations par la sensibilisation, l'information et la formation va offrir des bases solides à la construction rapide du sentiment d'appartenance à une nation au sein de ce nouvel État fédéral.

Il va néanmoins sans dire que cette solution rencontrera beaucoup de résistance. D'abord, de la part d'une bonne partie des congolais en général (civils et politiques), désormais animés par un fort sentiment de vengeance contre le Rwanda, et des Kivutiens en particulier, qui y verraient surtout une menace directe à leurs terres. Ensuite, la résistance pourrait provenir des dirigeants politiques du Rwanda et du Burundi qui y verraient une perte de leurs privilèges de dirigeants d'États indépendants, non-viables soient-ils. Une partie de leurs sociétés civiles respectives pourrait appuyer cet orgueil nationaliste des politiciens, mais il est probable que ce soit plutôt la majorité des membres de ces sociétés civiles qui adhèrent à cette solution en considérant leurs réalités actuelles et leurs perspectives en matière de bien-être économique et social. Ces résistances devront être systématiquement mises à jour et des réponses adéquates y apporter pour les apaiser.

Enfin, la résistance pourrait provenir de certains membres de la communauté internationale au nom du principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. Toutefois, si des pays sont nés dans l'histoire récente de la désintégration de certains États en Afrique et en Europe, il doit être possible d'en créer par la fusion de certains autres.

⁶ Il va sans dire qu'en l'état actuel de la faillite aggravée de l'État central congolais qui se répercute sur les entités décentralisées prises en otage par ses incapacités multiformes, la praxis politico-institutionnelle et les dynamiques politiciennes de Kinshasa, l'élévation des provinces en États fédérés et le découplage de leurs dynamiques politiques de celle du niveau fédéral (voir le modèle canadien, qui découple même la vie politique municipale de celle provinciale) devient une nécessité, voir une urgence, comme stratégie de reconstruction politique, économique et sociale de la RDC.

Si l'État fédéral constitue le moyen d'action adéquat sur les facteurs espaces, richesses et populations comme causes profondes des guerres répétitives à l'Est de la RDC, il devrait également contribuer à éliminer ou contenir les effets des autres causes factuelles ou présumées relevées plus haut (celles citées par le Rwanda, la RDC et les analystes), à travers la reconstruction dans le processus de sa création des appareils étatiques et de leur autorité, ce qui permettrait dorénavant leur gestion efficace de ces causes.

VI. La mise en œuvre de la solution pour une paix durable à l'Est de la RDC

La mise en œuvre de la présente solution pour une paix durable à l'Est de la RDC, si elle est adoptée, concernerait la période post-conflit en cours depuis 2021 et qui a atteint son point culminant par l'entrée des rebelles du M23 dans la ville de Goma le 26 janvier 2025 après qu'ils ont occupé d'importants territoires dans la province du Nord-Kivu et du Sud-Kivu (tout indique par ailleurs que cette guerre va s'étendre sur davantage de territoires). Pour autant, la recherche des solutions à cette guerre se fait par différents acteurs parallèlement à son déroulement. Dans cette optique, la présente solution mérite également d'être déjà mise à table pendant que cette guerre se déroule, afin d'alimenter le débat sur des solutions alternatives possibles qui projettent une paix durable, plutôt que des solutions de paix habituelles qui ont montré leurs limites.

À cet effet, le plan ci-dessous pourrait être déployé pour promouvoir la présente solution pour une paix durable à l'Est de la RDC :

1. La mobilisation de la communauté internationale

La communauté internationale est régulièrement accusée par les congolais et leurs dirigeants, à tort ou à raison, de manipuler le Rwanda pour promouvoir la balkanisation du Congo. En appuyant la solution d'un État fédéral regroupant le Rwanda, le Burundi et la RDC, elle aura l'occasion de leur démontrer juste le contraire.

En outre, le processus de mise en place de cette solution ne peut se faire sans les ressources financières de la communauté internationale pour, entre autres, simplement promouvoir les débats et concertations au sein des sociétés civiles et politiques des pays concernés. L'accompagnement technique des experts internationaux sera également requis advenant que cette solution obtient l'assentiment des parties prenantes.

2. Les débats citoyens et politiques dans chacun des trois pays des Grands Lacs

Le plus tôt que ce projet de solution sera présenté aux sociétés civiles respectives des trois pays, le plus tôt des débats virulents vont s'amorcer et le mieux ce sera pour dégager le consensus des citoyens dans un sens ou un autre. Cela vaut également pour les débats politiques.

3. Les concertations citoyennes et politiques entre les trois pays des Grands Lacs

Parallèlement aux débats citoyens et politiques dans chacun des pays, il faudra également promouvoir des concertations entre les sociétés civiles et les acteurs politiques des trois pays autour de cette solution pour une paix durable.

4. La planification du processus de création de l'État fédéral

Lorsque viendra le temps de planifier le processus de création de l'État fédéral entre la RDC, le Rwanda et le Burundi, cela signifiera que le consensus aura été dégagé dans ce sens au sein de leurs sociétés civiles et politiques, durant la guerre en cours ou bien après.

5. La mise en œuvre du processus de création de l'État fédéral

À moyen ou long terme, un État fédéral entre la RDC, le Rwanda et le Burundi viendrait couronner, si le consensus se dégage en sa faveur, le processus commencé par des débats citoyens et politiques dans les pays respectifs. Donc, le plus tôt que ces débats seront lancés, le mieux ce sera.

VII. Conclusion

En RDC, les deux grandes Églises du pays (Église catholique et Église protestante) ont lancé le 15 janvier 2025 un projet important de discussions citoyennes pour promouvoir la paix non seulement en RDC mais également dans tout l'espace des Grands-Lacs incluant le Rwanda et le Burundi. Ce projet dénommé « Pacte social pour la paix et le bien-vivre ensemble en RD Congo et dans les Grands-Lacs » a comme activités principales l'organisation d'un forum national sur la paix, qui sera suivi d'autres consultations sur le plan régional et international. Il offre une belle opportunité pour inclure dans les discussions la présente solution pour une paix durable à l'Est de la RDC. Cette dernière va toutefois être discutée par d'autres canaux également, en amont et en aval de ce forum, au niveau national, régional et international.

Les opportunités de débattre de cette solution seront également promues auprès des sociétés civiles du Rwanda et du Burundi, notamment par le canal de la Conférence des Évêques des Pays des Grands-Lacs mais aussi d'autres organisations civiles de ces pays.

Les élites universitaires des trois pays seront abondamment sollicitées, localement et dans la diaspora, en tant que membres de leurs sociétés civiles respectives pour enrichir ces débats qu'il sera possible d'amorcer à partir d'une question simple que voici :

« Qu'est-ce qu'une citoyenneté unique dans une fédération intégrant les provinces actuelles de la RDC, le Rwanda et le Burundi (comme des provinces/États fédérés) pourrait apporter comme bénéfices pour tous et chacun de ces trois pays actuels? ».

Une fois que ce processus de débats par les sociétés civiles de la RDC, du Rwanda et du Burundi sera lancé, leurs acteurs politiques s'en saisiront sans aucun doute, pour soit s'y opposer, soit l'appuyer. De ce fait, le débat sera aussi lancé au sein des sociétés politiques de ces pays.

L'objectif du présent document se limite à lancer le débat autour de la solution qu'il propose pour une paix durable à l'Est de la RDC. Si d'autres étapes sont franchies dans le sens de la mise en œuvre de cette solution, le CARSOC et son partenaire, l'Institut pour la Reconstruction de la Société Congolaise (IRSC), seront là pour les accompagner. Pour le moment, ces deux organisations vont se déployer pour mobiliser les ressources nécessaires afin d'atteindre seulement l'objectif de lancer le débat susmentionné.

ORIGINE

Le Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo est une ONG congolaise enregistrée aux Ministères de la Justice et de l'Intérieur. Le CARSOC développe ses projets en partenariat avec l'Institut pour la Reconstruction de la Société Congolaise qui s'occupe du plaidoyer international. L'IRSC est le nouveau nom du « Groupe de Recherches sur la Paix et la Construction de l'État en R.D. Congo (GREPACEC) » enregistré au Canada.

Le CARSOC a exécuté de juin 2022 à décembre 2023 le « Programme élections R.D. Congo – 2023 de la société civile congolaise » pour appuyer les acteurs (civils et politiques) prodémocratie.

Le « Projet d'Appui à la Réingénierie de la Nation Congolaise (PARNaC) » qui lui succède se fonde sur ces constats :

1. La R.D.C. se trouve piégée dans une trajectoire institutionnelle inefficace.
2. L'« état d'anomie » s'amplifie en R.D.C. tant au niveau micro que macro-sociétal.
3. Le blocage dans le sous-développement politique, économique et social ainsi que la persistance des guerres à l'Est de la R.D.C.

Le PARNaC a été lancé à Kinshasa à travers différentes activités (atelier et plaidoyers) réalisées de mars à juin 2024. La dénomination « Projet Démocratie, Paix et Reconstruction des Capacités en RDC » est désormais ajouté au titre du projet pour mettre en exergue la nature de ses interventions.

COMPOSANTES

Le PARNaC a trois composantes :

1. Le PADSOC - Programme Permanent d'Appui au

Développement de la Société Civile Congolaise : en charge de réorganiser l'action civile pour transformer le champ politique congolais. Ce programme développe trois chantiers :

- Construire une société civile mobilisable;
 - Construire une révolution démocratique à l'horizon 2028;
 - Construire une approche innovante pour une paix durable à l'Est de la R.D.C.
2. Le PDCP : Programme de Développement de Compétences et Professionnalisme dans la société Civile : en charge du recyclage des compétences professionnelles nécessaires à l'ingénierie sociétale. L'unique chantier de ce programme est l'opérationnalisation d'une école de haut niveau pour

développer massivement les compétences professionnelles des congolais.

3. Le PGTEES - Programme Gouvernemental de Transformation de l'État, de l'Économie et de la Société : en charge de proposer des politiques publiques pertinentes aux gouvernants. Son chantier principal consiste à approfondir et opérationnaliser les propositions d'actions gouvernementales contenues dans l'Agenda-2024 ayant servi au lancement du PARNaC.

VISION

La vision du PARNaC est l'émergence et la consolidation d'un État réformateur efficace pour le développement intégré et intégral de la R.D. Congo.

OBJECTIFS

1. Élargir le bassin des politiciens réformateurs au sein des institutions de la République et de la classe politique congolaise.
2. Faire adopter par les gouvernants des stratégies pertinentes de transformation profonde de l'État, de l'économie et de la société.
3. Renforcer la société civile congolaise comme groupe de pression efficace sur les gouvernants et ses membres comme des acteurs de changement/développement institutionnel dans leurs professions respectives.

RESSOURCES

Financé à ces jours uniquement par ses initiateurs, le PARNaC est à la recherche des partenaires. Nos contacts sont :

carsocasbl@yahoo.com / irsc.org@gmail.com

Tél/Whatsapp: +1 514 970 8392 / +243 815 733 053

www.changecongodc.org



CARSOC

Centre d'Appui au Renforcement de la
Société Civile et la Bonne
Gouvernance en R.D. Congo

Projet Démocratie, Paix et Reconstruction des Capacités en RDC

*Projet d'Appui à la Réingénierie
de la Nation Congolaise
= 2024 - 2028 =*

En partenariat avec :

**Institut pour la Reconstruction de la
Société Congolaise
IRSC (GREPACEC)**